

MASSACRES CACHÉS AU RWANDA

Entre 500 et 1.000 civils ont été massacrés début 1991 par l'armée régulière dans le nord du Rwanda. Parmi les victimes: des femmes et des enfants. Un drame jusqu'ici passé sous silence. L'enquête de L'instant.

Il aura fallu plus de trois mois pour que l'information filtre. Son caractère de gravité est exceptionnel. En effet, entre janvier et mars de cette année, dans la région de Ruhengeri (Nord-Ouest du Rwanda), des éleveurs semi-nomades, les Bagogwe, apparentés à l'ethnie tutsi, ont fait l'objet, selon plusieurs sources, d'une véritable chasse aux sorcières.

Et les scènes d'horreur se seraient multipliées dans plusieurs communes de la région. Le bilan encore difficile à déterminer avec précision oscillerait entre 500 et 1.000 morts, tous civils.

Gasana Ndobu, coordonnateur du Comité pour le respect des droits de l'homme et la démocratie au Rwanda n'hésite plus aujourd'hui à parler d'"actes génocides", mettant en cause la responsabilité du pouvoir central.

D'après nos informations, les premiers incidents visant les Bagogwe trouvent leur origine dans l'attaque de la ville de Ruhengeri par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), le 22 janvier dernier. Ces combattants, appelés communément Inkotanyi, opposants farouches au régime du président Habyarimana, avaient ce jour-là envahi la cité et procédé à la libération de nombreux prisonniers. L'émotion suscitée par cette incursion fut particulièrement vive parmi les responsables politiques et militaires originaires de la région ouvrant ainsi la porte aux représailles.

CHASSE A L'HOMME. Un ratisage en bonne et due forme aurait alors commencé dès le lendemain, et les Forces armées rwandaises (FAR) auraient exécuté sur-le-champ tous les prisonniers libérés par les rebelles du FPR qui refusaient de les suivre. Deux noms nous sont parvenus: Samuel Ndagijimana et Nathanaël Karasira, originaires de Kinigi. Plus tard, près du bureau communal de ce même village, une vingtaine de civils dont un vieillard de 80 ans, Moïse Cyintama, ainsi que ses quatre frères, seraient également tombés sous les coups de machettes et autres gourdins des FAR. Les Bagogwe, population primitive infrascolarisée, pour ne pas dire analphabète, vivant dispersée depuis les années soixante au sein de la population hutu - l'ethnie dominante dont est issu le président Habyarimana -, et considérée généralement comme pacifique n'aurait dans un premier temps pu opposer aucune résistance à ses assaillants.

Dans les jours qui suivirent, cependant, du côté de Kinigi, où 30 Bagogwe auraient péri, les Forces armées rwandaises ont, semble-t-il, requis l'intervention de gardes forestiers munis de fusils pour répondre à une riposte insoupçonnée des victimes. Les "protecteurs" du Parc national des Volcans, recrutés exclusivement parmi les anciens militaires, se sont alors, selon nos informations, livrés à une poursuite impitoyable, décimant les groupes de fuyards qui tentaient de gagner la forêt ou, plus à l'ouest, la frontière zaïroise.

PAS DE QUARTIER. Ensuite, à Mutura, toujours dans le nord-ouest du pays, un soldat de l'armée régulière aurait perdu la vie dans des affrontements avec les Bagogwe, redoublant d'autant la férocité des

massacres. Les FAR accompagnées de civils hutu se seraient livrées à leur carnage sans faire de sélection et, toujours selon nos sources, il n'y aurait eu aucun survivant parmi les Bagogwe. "Même les bébés ont été arrachés du dos de leurs mères pour être coupés en morceaux" nous a-t-on affirmé.

A Kanama encore, des militaires de Gisenyi sont venus prêter main-forte à des groupes de civils hutu qui avaient ouvert la chasse aux Bagogwe et plus généralement à la population tutsi de la région. On cite le nom de la famille Rukungamubiri, exterminée le 1er mars. Et plus atroce, certaines des victimes, dont Phocas Nkinzingabo, 30 ans, auraient été transportées encore vivantes au camp de Gisenyi où elles auraient été achevées par des femmes et des enfants de militaires. Une fosse commune aurait été aménagée non loin du camp.

BOURGMESTRE EN PREMIERE LIGNE. Enfin, dans la commune de Mukingo, la chasse aux populations tutsi aurait été conduite par le bourgmestre en personne, Juvénal Kajelijeli. Outre les exécutions de Sabin Nshutinzi et de Pierre-Chrysologue Mutanguha, il nous est revenu que deux jeunes gens, Florent Ndayambaje (23 ans) et Floribert Ndayizeye (17 ans) qui avaient tenté de trouver refuge à Ruhengeri y ont été ar-

rêtés par les hommes de Kajelijeli avant d'être transférés dans leur village natal où ils ont été passés par les armes le 6 février.

D'après nos informations, dans toutes ces communes où les massacres ont été perpétrés, le travail semble avoir été organisé de manière telle que les bourreaux provenaient d'un secteur différent de celui des victimes pour éviter toute tentation de compassion ou tout autre sentiment humain en face d'un visage familier.

Faut-il y voir la main du pouvoir central à ce niveau de planification des massacres? Gasana Ndobu, le coordonnateur du comité pour le respect des droits de l'homme et la démocratie au Rwanda est pour sa part formel: "La responsabilité des plus hautes autorités du régime est claire, compte tenu du fait que ces atrocités ont été commises par des responsables politiques et militaires et aussi de l'absence de poursuites judiciaires, contrairement à d'autres massacres dont celui de Kibirira commis en octobre dernier et pour lequel le sous-préfet de Ngorero a été arrêté avant de décéder en prison dans des conditions suspectes", nous a-t-il confié.

Alors que la guerre civile fait encore rage au pays des "mille collines", et alors que l'armée régulière est toujours en peine de pouvoir contrôler l'ensemble du pays, subissant à nouveau des pertes importantes, voici deux semaines, à Rusumo, dans le Sud-Est, les massacres de populations civiles semblent plus que jamais constituer le plus lourd tribut de ce conflit. Certaines organisations non gouvernementales qui en ont été, selon nos informations, les témoins, pourraient d'ailleurs contribuer à briser le silence pesant qui les entoure jusqu'ici. ■

Jean-Pierre De Staercke

Contact pris avec l'ambassade du Rwanda à Bruxelles, le premier conseiller Gatera nous a fait savoir que les informations dont nous disposons "sont fausses et dénuées de fondement". "Les Forces armées rwandaises ont mis tout en œuvre durant la crise pour contrôler la situation et coopérer avec la population, de manière telle qu'il n'y a pas eu de troubles ethniques. En réalité, l'armée s'est parfaitement comportée en regard d'une situation aussi difficile", a ajouté Gatera.

L'INSTANT

du 20/6/91



Les derniers massacres auraient été commis dans la région de Ruhengeri, dans le Nord-Ouest, non loin de la frontière ougandaise.

*les frères de Théophile
voir le livre "le fleuve de Stéphane"*